

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOGEFINANCEMENT**

Société par actions simplifiée au capital de 2 820 000 €  
Siège social : 57-59, avenue de Chatou, 92500 Rueil-Malmaison  
394 352 272 R.C.S. Nanterre.

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 2018****I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (notes 1 et 22)	2 708 607	2 713 870
A vue	122 159	123 266
A terme	2 586 448	2 590 604
Créances sur clientèle (notes 2 et 22)	2 721 114	2 836 223
Autres concours à la clientèle	2 721 114	2 836 223
Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 3 et 22)	1 074 960	1 077 734
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille (note 4)	0	0
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles (note 5 & note 5bis)		
Immobilisations corporelles (note 5 & note 5bis)		
Autres actifs (note 6)	22 781	23 932
Comptes de régularisation (note 7)	4 129	4 127
<b>Total actif</b>	<b>6 531 591</b>	<b>6 655 886</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes envers les établissements de crédit (notes 8 et 22)	6 242 052	6 421 525
A vue	608	39
A terme	6 241 444	6 421 486
Comptes créditeurs de la clientèle (note 22)	1 081	1 095
Autres dettes		
A vue	1 081	1 095
A terme		
Dettes représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 9)	110 760	61 945
Comptes de régularisation (note 10)	4 372	3 723
Provisions (11)	630	
Capital souscrit (note 12)	2 820	2 820
Réserves (note 12)	282	282
Amortissements dérogatoires		
Subventions d'investissement		
Report à nouveau (note 12)	54 340	54 242
Résultat de l'exercice (+/-)	115 254	110 254
<b>Total passif</b>	<b>6 531 591</b>	<b>6 655 886</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 13)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 055 299	2 018 346
Engagements sur instruments financiers		

Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Autres engagements		
Autres engagements donnés	0	0
Engagements de garantie donnée sur opérations de crédits		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 14)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	355 980	355 980
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	56 540	60 501

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 15)	282 458	312 999
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	5 019	20 826
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	133 589	153 589
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations sur titres revenus fixes	143 850	138 584
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 15)	-43 729	-66 248
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-43 729	-66 248
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 16)	41 713	43 022
- Commissions (charges) (note 16)	-30 497	-31 486
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 17)	3 717	3 786
- Sur refacturations	3 465	3 472
- Sur produits divers de gestion courante	252	314
- Autres charges d'exploitation (note 17)	-1 238	-1 050
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Sur charges diverses de gestion courante	-623	-659
- Sur étalement surendettement	-615	-391
Produit net bancaire	252 424	261 023
- Charges générales d'exploitation (note 18)	-16 812	-16 383
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-16 812	-16 383
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	235 612	244 640
+/- Coût du risque (note 19)	-49 122	-83 316
Résultat d'exploitation	186 490	161 324
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
+/- Résultat ordinaire avant impôt	186 490	161 324
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 20)		
+/- Impôt sur les bénéfices (note 21 et 21 bis)	-71 236	-51 070
+/- Résultat de l'exercice	115 254	110 254

### III. – Notes annexes aux comptes sociaux

#### I. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements comptables de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et en préservant la continuité de l'exploitation.

Les états de synthèse sociaux sont en conformité avec le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF et en conformité avec le règlement 2011-04 de l'ANC relatif aux primes sur dividende.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de Sogéfinancement sont consolidés au niveau de Société Générale dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

#### II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

##### **A. – Opérations sur les instruments financiers**

Sogéfinancement ne gère plus d'opération sur instruments financiers depuis 2010.

##### **B. – Participation**

Suite au nouveau statut de Sogéfinancement en société de financement, la société a été remboursée du certificat de dépôt.

##### **C. – Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

Par application du règlement ANC 2014-07, art 2221-1, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis plus de deux mois ;
- lorsque le contrat a été restructuré et dès la survenance du premier impayé ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie ;
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis. L'identification intervient à la échéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité pour les clients communs avec les entités du groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée du recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats.

Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les encours de crédits ne présentent pas de créances restructurées au sens du règlement ANC 2014-07.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances restructurées sans impayé sont inscrites en encours douteux et représentent un montant de 77 M€

#### ***D. – Disponibilités***

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### ***E. – Impôt sur les sociétés***

Sogéfinancement fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité.

Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogéfinancement comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

#### ***F. – Opérations avec la clientèle***

Les frais de dossier entrant dans le champ de l'avis CRC 2009-03 en 2010 ainsi que le reversement fait à la Société Générale sont reclassés en produits nets d'intérêts sur opérations de crédit à la clientèle. En application de l'avis CRC 2009-03, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata capital restant dû.

#### ***G. – Commissions***

La rubrique « commissions » comprend les commissions de placement et d'assurance qui sont reversées à la Société Générale.

#### ***H. – Autres frais généraux***

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2017 s'élèvent à 30 K€

#### ***I. – Avances et crédits accordés aux dirigeants***

Conformément à l'article 106 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société. Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants pour l'année 2017 par la société.

#### ***J. – Provisions pour risques***

Conformément au règlement 00-06 du CRC qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

#### ***K. – Engagements donnés et reçus***

La garantie donnée par Sogéfinancement à la Société Générale (avec remise en pleine propriété de crédits Expresso) en contrepartie du prêt à recours limité consenti par la Société Générale à Sogéfinancement est enregistrée au hors bilan en engagement donné.

**L. – L'opération de titrisation Red and Black 2013**

L'opération, dont le lancement est intervenu le 8 octobre 2013 et renouvelé en septembre 2016 (avec un remboursement partiel des parts junior et la réserve générale en juin 2015 et un remboursement de la réserve générale en septembre 2016), consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « sénior » pour un montant de 2 500 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux variable capé ;
- des parts dites « junior » pour un montant de 1 071,5 M€, souscrites par Sogéfinancement ;
- des parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Sogéfinancement, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédés.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Sogéfinancement conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossé de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche des parts « sénior ».

Le rechargement, mensuel (le 20 de chaque mois), s'est étalé pendant 36 mois, et a été renouvelé pour 3 ans.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilités ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne auto portée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisés est de 3,571 Md€

**M. – Gestion des crédits restructurés**

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an ;
- les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut, soit une mise sous surveillance [Watch List] avec en défaut au 1<sup>er</sup> impayé ;
- au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch List) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

**Note 1. – Créances sur les établissements de crédit**

<b>Eléments (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Créances à vue	122 159	123 266
Créances à terme (1)	2 586 448	2 590 604
<b>Total</b>	<b>2 708 607</b>	<b>2 713 870</b>

(1) Prêts à la Société Générale pour 2 585 621 K€

## Note 2. – Créances sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2017			2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales			0			0
Autres concours à la clientèle	3 145 784	-424 670	2 721 114	3 270 906	-434 683	2 836 223
Crédits clientèle	2 283 745		2 283 745	2 345 787		2 345 787
Créances douteuses (1) (2)	449 934	-172 567	277 367	491 798	-169 426	322 372
Créances douteuses compromises	408 407	-252 103	156 304	429 036	-265 257	163 779
Créances rattachées	3 698		3 698	4 285		4 285
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Créances rattachées						
Total	3 145 784	-424 670	2 721 114	3 270 906	-434 683	2 836 223

(1) Le montant des encours restructurés au titre de l'exercice 2017 s'élève à 77 395 K€

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2017 s'élève à 5 608 K€

## Dépréciations des Créances douteuses sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2016	Dotations	Reprises	2017
Créances douteuses	169 426	159 168	-156 027	172 567
Créances douteuses compromises	265 257	225 949	-239 103	252 103
Total	434 683	385 117	-395 130	424 670

Inclus les créances restructurées sans impayés, les saisines de surendettement et les impayés de plus de 2 mois.

1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2017 s'élève à 18 296 K€.

1) Le montant des profits sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2017 s'élève à 32 458 K€.

2) Le montant des pertes sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2017 s'élève à 81 711 K€.

2) Le montant des profits sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2017 s'élève à 9 093 K€.

## Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Parts de Fond Commun de Titrisation	1 071 500	1 071 500
Créances rattachées	3 460	6 234
Total	1 074 960	1 077 734

## Note 4. – Participations et autres titres détenus à long terme

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Titres	0	0
Total		

## Note 5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Néant.

## Note 5 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Néant.

## Note 6. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Etat, impôts et taxes	7	7
Groupe et Associés	234	1 177
Assurances	1 106	1 319
Dépôt de garantie	21 429	21 429
Débiteurs divers	5	0
Total	22 781	23 932

## Note 7. – Comptes de régularisation actif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits à recevoir - Assurances	4 045	4 086
Produits à recevoir - Divers	83	40
Divers	1	1
Total	4 129	4 127

## Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue	608	39
Comptes ordinaires créditeurs	446	0
Dettes rattachées	162	39
Dettes à terme	6 241 444	6 421 486
Emprunts et comptes à terme	6 236 356	6 414 119
Dettes rattachées	5 088	7 367
Total	6 242 052	6 421 525

## Note 9. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs	27	31
Etat, impôts et taxes	933	861
Créditeurs divers	66 571	51 819
Groupe et Associés	35 391	967
Assurances	7 834	8 076
Dépôts de garantie	4	191
Total	110 760	61 945

## Note 10. – Comptes de régularisation - Passif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits constatés d'avance	768	841
Charges à payer	297	202
Produit à étaler (1)	3 284	2 669
Divers (1)	23	11
Total	4 372	3 723

(1) Reclassement de 11 K€ du compte 3889/CLCP en 2016



## Note 11 . – Provisions

(En milliers d'euros.)	2016	Dotations	Reprises	2017
Provision pour risque sur engagement Hors Bilan	0	630	0	630
Total	0	630	0	630

## Note 12. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Autres variations	31/12/2017
Capital	2 820					2 820
Primes d'émission						
Réserve légale	282					282
Réserves réglementées						
Réserves ordinaires						
Report à nouveau	54 242		110 254	-110 156		54 340
Amortissements dérogatoires cogénération						
Autres amortissements dérogatoires						
Résultat	110 254	115 254	-110 254			115 254
Total	167 598	115 254	0	-110 156	0	172 696

Le capital de Sogéfinancement est détenu par :

- Société Générale à hauteur de 80 % soit 141 000 actions de nominal 16 € ;
- Franfinance SA à hauteur de 20 % soit 35 250 actions de nominal 16 €.

**Composition du capital social**

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	176 250			176 250	16
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					

## Note 13. – Engagements donnés

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des EC						0
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Opérations conditionnelles de gré à gré						
Caps, floor						0
Engagements en faveur de la clientèle					2 055 299	2 055 299
Engagements de garantie						

Garanties						0
Cautions						0
Autres engagements						
Autres engagements donnés (1)					0	0
Engagements sur opérations de crédits					0	0
Total	0	0	0	0	2 055 299	2 055 299

## Note 14. – Engagements reçus

Catégories d'engagements Éléments (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
Reçus des établissements de crédit				355 980		355 980
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						
Autres engagements reçus					56 540	56 540
Engagements divers						
Autres engagements reçus clients						
Total	0	0	0	355 980	56 540	412 520

## Note 15. – Intérêts et produits assimilés

Éléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit (1)	5 019	20 826
Intérêts sur compte ordinaire	0	5
Intérêts sur compte et prêt	5 019	20 821
Opérations avec la clientèle (1)	133 589	153 589
Intérêts reçus de la clientèle	133 589	153 589
Opérations sur titres (1)	143 850	138 584
Intérêts sur titres placement	143 850	138 584
Total	282 458	312 999

(1) Dont intérêts courus à recevoir :

- Sur les prêts : 827 K€

- Sur la clientèle : 1 374 K€

- Sur titres de placement : 3 460 K€

## Note 15. – Intérêts et charges assimilés

Éléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit (1)	43 729	66 248
Intérêts sur compte ordinaire	278	142
Intérêts sur compte et emprunts	43 451	66 106
Intérêts sur Swaps		
Opérations avec la clientèle (1)	0	0
Autres intérêts		
Autres intérêts et charges assimilées (1)	0	0
Pertes sur instruments de taux	0	0
Total	43 729	66 248

(1) Dont intérêts courus à payer

- Sur les comptes ordinaires : 151 K€

- Sur les emprunts : 5 087 K€

## Note 16. – Commissions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits de commissions sur		
Frais de gestion	40	42
Assurances	37 628	38 894
Prestation de service - assurance	4 045	4 086
Total des produits	41 713	43 022
Charges de commission sur		
Assurances	29 159	30 172
Commissions de placement	524	608
Autres commissions	814	706
Total des charges	30 497	31 486
Commissions nettes	11 216	11 536

## Note 17. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres produits d'exploitation bancaire	3 717	3 786
Sur refacturation à Eurotitrisation	3 465	3 472
Sur produits divers de gestion courante	252	314
Total	3 717	3 786

## Note 17. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres charges d'exploitation bancaire	1 238	1 050
Sur charges diverses de gestion courante	623	659
Sur étalement de surendettement	615	391
Total	1 238	1 050

## Note 18. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Honoraires (1) (2)	1	-85
Impôts et taxes	6 083	5 563
Publicité, relations publiques	4	3
Refacturations sociétés groupe	8 264	8 333
Affranchissements	2 407	2 519
Divers	53	50
Total	16 812	16 383

(1) Ce poste enregistre à la fois les honoraires payés et refacturés par Sogefinancement, les montants refacturés sont légèrement inférieurs aux montants payés.

(2) Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2017 s'élèvent à 30 K€.

## Note 19. – Ventilation du coût du risque

Éléments (En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-100 007		-95 514	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1-2)	-383 646		-388 885	
Provision sur engagement HB	-630			
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	393 611		393 858	
Profits sur clients	41 550		7 225	
<b>Total</b>	<b>-49 122</b>		<b>-83 316</b>	

(1) Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque au lieu de l'effet de désactualisation.

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2017 s'élève à 5 608 K€

## Note 20. – Produits exceptionnels

Néant.

## Note 20. – Charges exceptionnelles

Néant.

## Note 21. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	186 490	71 236	115 254
Résultat exceptionnel			0
<b>Total</b>	<b>186 490</b>	<b>71 236</b>	<b>115 254</b>

## Note 21 bis. – Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	186 490
Taux d'impôt théorique	34,43 %
Charge fiscale théorique	64 209
Impact des charges définitives non déductibles	1 656
Différence sur taux d'impôt	
IS contrôle fiscal	5 371
Charge fiscale courante	71 236

## Note 22. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Éléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit						2 708 607
A vue	122 159					122 159
A terme	67	13 887	2 546 982	25 512		2 586 448

Créances sur la clientèle						2 721 114
Autres concours à la clientèle	249 873	626 082	1 581 449	263 710		2 721 114
Comptes ordinaires débiteurs	0					0
Obligations et autres titres à revenus fixes						1 074 960
Parts de Fond de Commun de Titrisation			557 396	517 564		1 074 960
<b>Total</b>	<b>372 099</b>	<b>639 969</b>	<b>4 685 827</b>	<b>806 786</b>		<b>6 504 681</b>

<b>Eléments (En milliers d'euros.) Ressources</b>	<b>De 0 à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Durée indéterminée</b>	<b>Total</b>
Dettes envers les établissements de crédit						6 242 052
A vue	601	7				608
A terme	786 583	1 675 548	3 413 489	365 824		6 241 444
Comptes créditeurs de la clientèle						1 081
A vue	824	45	157	55		1 081
A terme						
<b>Total</b>	<b>788 008</b>	<b>1 675 600</b>	<b>3 413 646</b>	<b>365 879</b>		<b>6 243 133</b>

**Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation**

<b>Rubriques</b>	<b>Montant concernant les entreprises</b>	
	<b>Liées</b>	<b>Avec lesquelles la Société a un lien de participation</b>
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances clients et comptes rattachés	135	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	959	
Résultat		
Charges (1)	8 264	
Produits	3 465	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

(1) Dettes et charges de Sogéfinancement vis-à-vis de Franfinance SA, Franfinance Location et Solocvi au 31/12/2015 dans le cadre des conventions réglementées.

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprise dans cette note.

**Filiales et participations**

Néant.

**Identité des sociétés mères**

<b>Dénomination sociale - Siège social</b>	<b>Forme</b>	<b>Pourcentage détenu</b>
Société Générale 29 boulevard Haussmann	Société Anonyme	80 %
Franfinance 59 avenue de Chatou - 92853 Rueil Malmaison cedex	Société Anonyme	20 %

**IV. – Proposition d'affectation du résultat 2017**

	<b>Avant affectation</b>	<b>Proposition affectation Résultat 2017</b>	<b>Après affectation</b>
Capital	2 820		2 820
Réserves légales	282		282
Report à nouveau	54 340	57 796	112 136
Dividendes	0	57 458	0
<b>Total</b>	<b>57 442</b>	<b>115 254</b>	<b>115 238</b>

**Résultats des cinq derniers exercices**

<b>Nature des indications</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>
I. – Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (En euros.)	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000
b) Nombre d'actions émises	176 250	176 250	176 250	176 250	176 250
c) Nombre d'obligations converties en action					
II. – Opérations et résultats de l'exercice (En euros.)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	508 238 891	435 504 933	411 562 149	376 986 099	343 785 149
b) Résultat avant impôts amortissements et reprises de provisions	142 562 828	132 538 925	147 133 815	156 362 600	177 107 100
c) Impôts sur les bénéfices	48 012 875	56 102 918	60 751 820	51 069 945	71 236 515
d) Résultat après impôts amortissements et provisions	65 450 437	84 360 622	98 888 132	110 253 805	115 253 729
e) Montant des bénéfices distribués	95 175 000	65 388 750	84 247 500	110 156 250	57 457 500
III. – Résultats par action (En euros.)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	536	434	490	597	601
b) Résultat après impôts amortissements et provisions	371	479	561	626	654
c) Dividende versé à chaque action	540	371	478	625	326
IV. – Personnel	/	/	/	/	/
a) Effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

\* Chiffre d'affaire basé sur le déclaratif SURFI

**V. – Affectation du résultat**

La Collectivité des Associés constate que l'exercice 2017 se solde par :

- un bénéfice de 115 253 728,87 € ;
  - augmenté du report à nouveau créditeur de 54 339 395,47 €.
- Soit un montant à répartir de 169 593 124,34 €.

La Collectivité des Associés décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2017, qui s'élève à 169 593 124,34 € de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 326,00 € par action, soit pour 176 250 actions	57 457 500,00 €
Report à nouveau	112 135 624,34 €

Le dividende par action s'élève à 326,00 €, la mise en paiement devant intervenir au plus tard le 30 juin 2018.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

La Collectivité des Associés prend acte, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice 2014	478,00 €
Exercice 2015	561,00 €
Exercice 2016	625,00 €

## **VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogéfinancement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérent à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 mai 2018  
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés  
Jean-Marc Mickeler

Ernst & Young et Autres  
Vincent Roty

**VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.